

---

Saint Denis, le 21 novembre 2010

Le 6 novembre dernier, après plusieurs semaines de lutte contre la réforme de casse du système des retraites, plus d'1,2 millions de salarié-e-s, chômeurs/ses, retraité-e-s, lycéen-ne-s, étudiant-e-s, étaient encore en grève et/ou dans la rue, et ce en dépit du matraquage médiatique qui claironnait : « Tout est fini, la loi est votée, rentrez chez vous ».

Depuis le début de ce mouvement SUD Éducation et l'Union syndicale Solidaires n'ont cessé de pousser l'intersyndicale nationale à élargir le mouvement pour en faire un mouvement de grève générale, reconductible et interprofessionnel, seul capable de nous faire gagner.

Mais la stratégie unitaire de cantonnement à des journées saute-mouton et le refus de certaines organisations syndicales de soutenir franchement les reconductions qui existaient ou se profilaient, ont freiné l'élan et les initiatives interprofessionnelles d'auto-organisation et de reconduction des grèves.

L'intersyndicale nationale, réunie le 8 novembre, a décidé d'appeler à une nouvelle journée de « mobilisation » le mardi 23 novembre, soit plus de 15 jours après la dernière journée d'action nationale.

Qui peut croire, dans ces conditions, que les salariés, chômeurs, retraités,...auront à cœur de se mobiliser pour une journée qui ne semble plus inscrite dans une dynamique de lutte au niveau national, sans appel à la grève, et sans de réelles perspectives ?

Voilà pourquoi la Fédération SUD Éducation n'appellera pas, nationalement, à participer à la journée du 23 novembre. Nous ne cautionnerons pas l'enterrement annoncé de la mobilisation.

Nous continuerons à soutenir toutes les initiatives locales de mobilisation et de grèves inscrites dans la durée, décidées collectivement. Tout comme nous poursuivrons la lutte, de façon unitaire avec les personnels et les collectifs militants, pour redonner les moyens à la contestation de s'exprimer à nouveau.

Tirons, toutes et tous ensemble le bilan de ce qui s'est passé afin de poursuivre la construction du rapport de force contre les mesures de régression sociale, capable, cette fois-ci, de nous faire gagner et d'imposer un réel partage des richesses.